



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

28 novembre 2022 N° 299

Prix: 15 gourdes

EDITORIAL

LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS : UNE PRIORITÉ



Les actions criminelles des gangs armés, celles du gouvernement et des classes dominantes s'additionnent et se complètent pour enfoncer la classe ouvrière et les masses exploitées encore plus profondément dans l'ornière de la dictature des gangs armés, de l'exploitation et de la misère. Malgré tout, au cours de l'année 2022, les travailleurs, les paysans pauvres, les djobeurs et les chômeurs ont montré beaucoup de résilience en se jetant dans les luttes. L'émergence en leur sein d'un parti des travailleurs révolutionnaires pour organiser ces luttes et les guider vers la victoire est plus qu'une priorité.

La classe ouvrière a été la première à se mettre en lutte au début de l'année 2022. Le 9 février en effet, des dizaines de milliers de travailleurs descendaient dans les rues pour exiger l'ajustement du salaire minimum et de meilleures conditions de travail. Alors que les prix des produits de première nécessité flambaient, le salaire minimum des travailleurs était bloqué depuis trois ans. Pendant deux semaines, héroïques, les travailleurs ont tenu la dragée haute face à la Police mobilisée comme un seul homme pour faire échec à cette mobilisation.

Surpris par la soudaineté et la vigueur du mouvement, le gouvernement a cédé en concédant un ajustement du salaire minimum de 37%. Mais les résultats de cette mobilisation ouvrière auraient été tout autres si les chefs syndicaux qui ont pris la tête de la contestation avaient eu plus à cœur de défendre les intérêts généraux des travailleurs que de se montrer aux côtés des directeurs et ministres du gouvernement pour défendre leurs intérêts personnels.

Au niveau de la population, pendant toute l'année, çà et là, les masses populaires ont porté des coups aux bandits. Malgré la férocité des malfrats, certaines zones du pays leur sont jusqu'à présent inaccessibles. Un parti défendant vraiment les intérêts des travailleurs en aurait fait

la promotion et organiserait sur cette base la réplique de la population. Mais sans personne pour les soutenir, ces mouvements sont presque toujours restés sans lendemain.

Le mouvement le plus porteur qui aurait pu déboucher sur des perspectives intéressantes pour la classe ouvrière et les masses exploitées dans leurs luttes contre la cherté de la vie, contre l'insécurité, pour un ajustement du salaire minimum, est celui qui s'est déroulé dans tout le pays pendant 3 mois. D'août à octobre 2022, des manifestations rassemblant des dizaines de milliers de personnes ont eu lieu. Mais sans fil directeur, ce mouvement de colère des masses populaires a été contenu par des policiers bourgeois et certains chefs de gangs dont les intérêts sont aux antipodes de ceux des travailleurs.

La classe ouvrière et les masses populaires n'ont jamais cessé de lutter. Ce qui a toujours manqué et qui fait défaut aujourd'hui encore, c'est le parti révolutionnaire des travailleurs, regroupant en son sein leurs éléments les plus conscients et englobant l'ensemble des revendications des masses exploitées, ce parti est indispensable pour organiser les luttes des travailleurs, des paysans pauvres et des masses populaires de façon efficace pour les amener à la victoire. Aux travailleurs mais aussi à celles et ceux qui se revendiquent de leurs intérêts, attelons-nous à la construction du parti.■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ **Page 1**
 - Le parti révolutionnaire des travailleurs : une priorité

Leur société

- ⇒ **Page 2**
 - Varreux débloqué, carburant libéré, le gouvernement jubile
 - Transport en commun : La liste des tarifs fixée
 - La chute drastique du pouvoir d'achat, aggravation de la pauvreté
- ⇒ **Page 3**
 - Déguerpissement des réfugiés de la place Mais gâté
 - Port-au-Prince croule sous les fatras
 - Les gangs étendent leur contrôle sur le pays

Dans les entreprises

- Premium Apparel S.A : Une dizaine de travailleurs révoqués !
- ⇒ **Page 4**
 - Valdor : Tous contre les travailleurs !
 - Klas ouvriye a pa dwe peye konsekans kriz la !

Dans l'international

- République dominicaine : la chasse aux migrants haïtiens !

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LEUR SOCIÉTÉ

VARREUX DÉBLOQUÉ, CARBURANT LIBÉRÉ, LE GOUVERNEMENT JUBILE

Après 2 mois d'asphyxie complète des activités dans le pays, le carburant stocké au niveau du Terminal de Varreux est à nouveau disponible, selon le gouvernement. Les stations-service, les entreprises commerciales, les hôpitaux, etc. pourront être approvisionnés en produits pétroliers. Mais ayant pris goût à la vente entre 3000 à 5000 gourdes le gallon de gazoline sur le marché noir quand son prix normal est à 250 gourdes, rien ne dit que ceux qui en ont bénéficié vont baisser pavillon de sitôt.

Deux semaines après l'annonce du gouvernement, la distribution du carburant dans les pompes se fait au pas de tortue. Si une embellie de la situation est observée dans la Capitale, ce n'est pas le cas pour les villes de province où elle a peu changé. Des heurts entre automobilistes sont observés dans les quelques rares stations-service qui fonctionnent.

Depuis la reprise des activités au niveau de Varreux, les images de nombreux camions-citernes vendant le carburant le long des rues sur le marché informel, circulent sur les réseaux sociaux. Aux Cayes et à Miragoâne, 5 propriétaires de pompes qui refusaient de vendre le carburant alors que leurs cuves étaient remplies, ont été

arrêtés par un commissaire du gouvernement qui se veut proche de la population. Un autre commissaire du gouvernement a dû intervenir pour empêcher que des réseaux mafieux ne viennent subtiliser le carburant des pompes pour alimenter le marché informel dans les fameux « gallons jaunes ».

Au milieu de la deuxième semaine suivant le début de la distribution, les pompes qui avaient été servies en premier ont commencé à fermer. Leurs propriétaires avancent qu'ils n'ont pas pu se réapprovisionner une fois leurs premiers stocks épuisés.

Quant aux prix, le gouvernement n'a pas modifié sa position d'un iota. C'est ce

pourquoi la population s'était rebellée. « Si vous avez payé le prix du gallon à 3000 gourdes pendant deux mois, maintenant vous pouvez l'acheter sans problème à 570 gourdes », a renchéri un membre du gouvernement à la question d'un journaliste.

Autant dire que la situation dans le secteur des importations et distributions des produits pétroliers est loin de se normaliser. Pourvoyeur de gros sous, il continuera d'attiser les appétits des gros bonnets de la finance, de la mafia et des gangs armés.

Les masses populaires avaient raison de se soulever contre cette clique de parasites. Plus déterminées, plus organisées, elles parviendront à stopper un jour les activités criminelles de ces exploiters. C'est la voie à suivre. ■

TRANSPORT EN COMMUN : LA LISTE DES TARIFS FIXÉE

Pratiquant la politique de « lese grennen », « laisser faire » pour permettre aux plus riches de s'enrichir en appauvrissant les plus pauvres, le gouvernement s'est résigné à fixer les nouveaux tarifs des principaux circuits du transport en commun quelques jours après la reprise de la distribution du carburant dans les stations-service. Des altercations parfois violentes entre chauffeurs et passagers lui ont forcé la main.

Sur les 4 à 6 derniers mois, ce sont les automobilistes qui fixaient eux-mêmes les tarifs des circuits du transport en commun en fonction des prix du carburant pratiqués sur le marché informel. Les masses populaires se serraient la ceinture en attendant des jours meilleurs. Beaucoup de personnes, notamment les travailleurs, avaient repris la marche à pied pour contourner les coûts élevés des tarifs des transports. À l'annonce de la publication par le gouvernement de nouveaux prix après le déblocage du Terminal de Varreux, tous les regards étaient braqués pour les scruter en fonction des prix pratiqués avant la crise.

En général, dans leur grande majorité, les prix ont doublé, voire plus. Par

exemple le circuit Clercine / Portail Leogane qui coûtait 15 ou 20 gourdes avant la crise, est passé à 55 gourdes, le prix du circuit Trois mains/Carrefour de l'aéroport est passé de 5 à 25 gourdes.

Quel cynisme ! Le gouvernement veut même s'enorgueillir d'avoir fait baisser les prix. Ce faisant, il tente de faire passer pour normale une situation exceptionnelle, pendant laquelle les gangs armés et leurs complices, usant de la terreur, ont pris d'assaut le Terminal Varreux pour vendre le gallon de gazoline entre 3000 à 5000 gourdes, quand le prix du gallon se vendait à 250 gourdes.

Mais n'est pas moins criminelle la décision du gouvernement d'augmenter les prix des produits pétroliers de plus de 100%

au début du mois de septembre, avec des conséquences désastreuses sur la vie de la classe ouvrière et des masses populaires.

En effet, depuis février 2022, la valeur réelle du salaire minimum journalier a perdu plus de 40%, rien que par la décote de la gourde par rapport au dollar. Si on y ajoute les effets de l'augmentation générale des prix des produits de grande consommation et l'anticipation des commerçants pour augmenter leur marge, elle s'est réduite comme peau de chagrin. Le chômage bat des records, la grande majorité de la population vit d'expédients.

Face aux gangs armés en sapate et ceux en cravate, la classe ouvrière et les masses exploitées n'ont qu'une chance de s'en sortir : leurs luttes. ■

LA CHUTE DRASTIQUE DU POUVOIR D'ACHAT, AGGRAVATION DE LA PAUVRETÉ

La dégringolade de la gourde et la hausse des prix des produits pétroliers ont entraîné une flambée générale des prix qui étaient déjà élevés. Ceux des produits de consommation courante deviennent hors de portée des familles pauvres en proie à la faim. Le pouvoir d'achat des classes populaires fond comme beurre au soleil et la pauvreté explose.

La terreur des bandes armées et la réédition du lock frappaient déjà de plein fouet les classes pauvres dans leur chair et dans leur sang. La hausse des prix des produits pétroliers et la perte de valeur de la gourde viennent enfoncer le clou, poussant brutalement des centaines de milliers de familles pauvres dans la famine.

Le prix de la gazoline a été multiplié par deux et c'est à peu près pareil pour le diesel. Le carburant étant un produit transversal et stratégique, cette hausse spectaculaire s'est répercutée non seulement sur les tarifs du transport en commun mais également sur les prix en général, et en particulier ceux des produits de première nécessité.

Un autre facteur qui vient lamener le pouvoir d'achat des classes laborieuses, c'est la rechute de la gourde qui s'était artificiellement appréciée au mois d'août 2022, avec un taux de change passant comme par magie de 157 gourdes à 120 gourdes pour un dollar américain.

Le dollar a encore atteint aujourd'hui la barre des 150 gourdes sur le marché réel, dit informel. Contrairement aux salaires, les prix sont toujours indexés sur le taux du dollar. Plus la gourde va mal, plus les prix augmentent.

On parle de 5 millions de personnes en insécurité alimentaire, mais on n'a pas besoin de statistiques des organismes de la bourgeoisie pour constater que l'écrasante majorité de la population vit dans la pauvreté. Cela saute aux yeux : de plus en plus de mendiants, non seulement dans les rues mais dans les quartiers également. Des pères ou mères de famille accompagnés de leurs enfants retournent les piles de fatras et les poubelles à la recherche d'objets récupérables qu'ils espèrent vendre pour s'acheter de la nourriture.

Sur la zone industrielle, les ouvriers partagent à 4 ou 5 un repas pour une seule personne. Beaucoup passent la journée de travail avec le ventre vide. Dans les marchés, les marchands se plaignent de ne pas pouvoir écouler leurs marchandises parce que leurs clients, les

habitants des quartiers populaires, deviennent de plus en plus pauvres.

Les émeutes de la faim, tant redoutées par les classes riches et leurs valets, deviennent de plus en plus imminentes et nécessaires ; elles seules peuvent soulager dans le court terme la faim qui tenaille les classes pauvres. Se servir dans les grands entrepôts, dans les supermarchés pour ne pas crever de faim, voilà ce vers quoi les masses sont poussées par les dirigeants politiques et économiques du pays. ■

DÉGUERPISSEMENT DES RÉFUGIÉS DE LA PLACE MAIS GÂTÉ

Du 16 au 19 novembre dernier, sous la houlette de la mairie de Tabarre, le gouvernement a déguerpi des dizaines de familles pauvres qui s'étaient réfugiées sur la place Mais gâté. La violence dont a fait montre la police n'a rien à envier aux exactions des gangs armés qui les ont poussées à quitter leur quartier.

Sur cette place située près de l'aéroport international, les nouveaux arrivants vivaient dans la douleur et le traumatisme de la guerre qu'ils venaient de vivre. Sans ressources et abandonnés à leur sort, ils dormaient à même le sol, sans couverture ni tentes pour s'abriter du soleil et des averses. Pas de dispositions sanitaires pour se laver ou faire d'autres besoins physiologiques. Chemin faisant, ces familles avaient reçu l'aide de certains organismes non gouvernementaux sous la forme de quelques kits de nourriture et de toilette, l'installation de latrines ambulantes.

Au bout de quelque mois, le camp qui s'était élargi à d'autres arrivants était devenu un petit bidonville avec tout cela comporte. C'était devenu un lieu de propagation de maladies comme le choléra

où plusieurs cas ont été enregistrés. Des bandits armés y ont également trouvé refuge d'où ils attaquaient ceux qui partent du pays ou y reviennent.

C'est pour cette dernière raison que le gouvernement s'est dépêché d'évacuer la place. Naturellement pour éviter tout scandale et tromper les réfugiés, un bracelet leur a été donné avec lequel ils bénéficieraient d'une allocation pour louer une maison, leur a-t-on promis. Sauf qu'il s'agit d'un bluff. Dans les locaux de la mairie, seul un petit nombre de chanceux sont parvenus à faire changer leurs bracelets ou coupons contre une enveloppe contenant quelques billets, dont le montant le plus élevé serait estimé à 10 000 gourdes ; d'autres ont eu bien moins. Une grande quantité de personnes n'ont rien obtenu du tout.

Ces dernières ont voulu revenir sur la place, mais elles l'ont trouvée encerclée de toutes parts avec des tôles ; certains n'ont même pas eu le temps de prendre leur bagage. Pour passer la nuit, un groupe est allé du côté de Delmas 33 sur une petite place, l'autre groupe continue de roder autour de la place, le soir venu, les réfugiés ont occupé le parking de SOGENER situé à quelques mètres. Mais ils vont être chassés de nouveau. Et cette fois les policiers n'ont pas lésiné sur les méthodes violentes : bastonnades, coups de matraque et même des gaz lacrymogènes. Le samedi 19, ce sont les bombes lacrymogènes qui ont réveillé les réfugiés devant l'entrée de Dinepa à Trois-Mains.

Éparpillés, sans refuge, la détresse des ces pauvres n'est pas près de s'achever.■

PORT-AU-PRINCE CROULE SOUS LES FATRAS

Port-au-Prince n'a jamais été aussi sale. Les fatras s'accumulent partout. Formant des piles d'immondices qui s'amoncellent à chaque coin de rue, ces fatras constituent le principal décor d'une capitale abandonnée.

Circuler à pied ou en voiture est presque impossible dans les rues de Port-au-Prince. L'insalubrité règne en maître et le délabrement est total. Chaque rue de la Capitale est une décharge à ciel ouvert. Les déchets de toutes sortes jonchent les rues, effaçant presque le pavé. D'immenses piles de débris se forment et atteignent chaque jour des hauteurs dépassant plusieurs mètres au milieu des mares d'eau verdâtre ou des cloaques boueux où se multiplient toutes sortes de vermines. Les émanations pestilentielles qui s'en dégagent donnent la nausée aux passants.

L'insalubrité n'épargne aucun endroit. Les abords du Palais sont à peine

différents des autres lieux. Une énorme pile de déchets s'est accumulée pendant plusieurs jours presque à l'entrée du Palais, dans l'angle formé par la rue Saint-Honoré et la rue Oswald Durand.

Cette situation est aussi préoccupante dans les autres villes du pays. Partout les responsables sont aux abonnés absents

cette insalubrité s'ajoute l'état lamentable des routes. Les voies qui ne sont pas encore occupées et contrôlées par des gangs armés ne sont pas en état de garantir la circulation des véhicules. La plupart des chaussées sont défoncées, jalonnées de larges trous. À Carrefour Rita-Clercine, par exemple,

quand il pleut, l'eau accumulée forme un obstacle pour les piétons et pour les véhicules. En saison sèche, c'est un tapis de poussière qu'on voit à la place de l'asphalte. Dans certains endroits les bouches béantes des égouts sans couvercle empêchent les véhicules de circuler. Les panneaux de circulation n'existent plus, les intersections sont dépourvues de feux de signalisation et là où il y en a, ils ne fonctionnent plus.

Les soi-disant autorités sont inactives, apathiques. Il semble que l'insécurité a servi de prétexte aux autorités pour cacher leur inutilité et pour dilapider en toute discrétion les fonds publics.■

LES GANGS ÉTENDENT LEUR CONTRÔLE SUR LE PAYS

À Port-au-Prince, pendant le mois de novembre, les gangs ont continué de gagner du terrain, de la périphérie vers le centre de la Capitale. Chaque tentative d'installation d'un nouveau cadavre dans une zone s'accompagne généralement de massacres, d'exécutions sommaires.

Après l'encerclement de Port-au-Prince, les gangs avancent vers le cœur de la Capitale comme s'ils suivaient un plan bien déterminé visant à assiéger la ville et à prendre en otage les résidents de l'aire métropolitaine. À Savane Pistache (Carrefour-Feuilles), les hommes du gang Ti-Makak, qui se sont unis avec ceux de Grand-Ravine, ont voulu installer un nouveau chef dans cette zone, jusque-là plutôt paisible depuis l'assassinat de Tije, un bandit notoire qui régnait dans le quartier. Paniqués par les détonations d'armes automatiques, les policiers ont abandonné dans un premier temps le sous-commissariat de la zone, des familles se sont enfuies avec les enfants, mais la résistance populaire a eu raison des bandits qui ont fait marche

arrière. Carrefour-Feuilles est le dernier en date sur la liste des quartiers de la Capitale menacés aujourd'hui par les gangs.

Le chef de gang Vitelhomme, qui prend de plus en plus de confiance dans la commune de Tabarre, a tenté à diverses reprises de placer ses lieutenants dans des zones de plus en plus éloignées de son « quartier général ». Il en est ainsi à Caradeux et à Petite Place Cazeau où ses différents assauts ont coûté la vie à plus d'une trentaine de personnes pendant le seul mois de novembre. Toutes les entreprises de la zone, quelle qu'en soit la taille, ont reçu une enveloppe avec une balle, un montant à payer et un numéro de téléphone à joindre pour établir le contact et assurer le suivi.

La semaine dernière, à Laboule, quartier

huppé, le gang de Ti Makak a incendié le luxueux club Tara's où avait performé en 2017 l'artiste Charles Aznavour à un tarif qui excédait le salaire de deux mois d'un travailleur sur la zone industrielle.

À Delmas 30 et 32, Barbecue, le chef du gang G9, a tenté en vain de placer à plusieurs reprises des chefs qui ont été abattus par les riverains, suite à leur installation. Dans plusieurs villes de province également, des bandits ont été également repoussés dans leur tentative de s'installer.

L'espoir repose donc en la capacité de la population d'user du pouvoir et de la force du grand nombre pour se débarrasser de cette racaille.■

DANS LES ENTREPRISES

PREMIUM APPAREL S.A :

UNE DIZAINE DE TRAVAILLEURS RÉVOQUÉS !

La direction de l'usine a pris la décision de renvoyer une dizaine de travailleurs sans prestations légales. Il leur est reproché d'avoir abandonné l'usine. La réalité est que, les travailleurs en question

habitent dans des quartiers occupés par des gangs armés ou dans des endroits où ils doivent traverser des quartiers occupés par des gangs.

En butte à toutes ces difficultés, ajoutées à celle du transport en commun, ils ont

raté des journées de travail. Malgré la présentation de preuves irréfutables, la direction a décidé malgré tout de les mettre à la porte.

C'est purement et simplement un scandale !■

VALDOR : TOUS CONTRE LES TRAVAILLEURS !

Onze mois depuis que les ex ouvriers de Valdor sont en lutte pour toucher leurs prestations légales ! Depuis décembre 2021, le patron de l'usine Valdor, a pris la poudre d'escampette sans rien dire, ni rien laisser aux travailleurs. Pas de salaire, pas de prestations légales, ni de dédommagement. Les

démarches effectuées par les travailleurs n'ont jusqu'alors pas abouti. Représentants de l'État, médiateur, même leurs représentants font tout pour empêcher les ouvriers d'avoir ce qui leur revient de droit.

Selon les ouvriers, le dossier n'avance pas. Il vacille entre le tribunal du travail, la

direction des affaires sociales et des avocats qui ne règlent rien. Le seul espoir dans le dossier est le regroupement d'un petit nombre de travailleurs de l'usine qui, tenant tête aux dirigeants, essaie par tous les moyens de déjouer toute tentative de magouille. Encourageons-les !■

PAWÒL TRAVAYÉ

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin »PAWÒL TRAVAYÉ« diffusé dans les entreprises.

Klas ouvriye a pa dwe peye konsekans kriz la !

Semèn pase yo, gouvènman an te deklare pwal gen gaz nan ponp yo, men se toujou nouvo pri a ki afiche. Menm lè gen yon ti amelyorasyon nan kèk zòn nan pri transpò yo, men lavichè a kontinye ap vale teren. Se nan sitiyasyon sa a pòt izin yo nan pak Sonapi sòtt louvri jou lendi 14 novanm nan.

Avan peryòd kriz la, salè 685 la te komanse pran kou. Koulye a, nou tounen travay, kondisyon travay yo anndan izin yo vin pi grav toujou. Nan Premier Apparel, kay Backer, pòt izin nan fèmen depi plis pase yon mwa. Ouvriye yo ale lakay yo san yon goud. Nan Sisa, patwon an pran tout taks yo, epi li lage ti rèz la nan anvlòp yo. Nan primyòm tout travayè ki pat ka travèse, direksyon an menase revoke yo, li konsidere yo kòm abandon, epi li peye ouvriye kap travay yo lè li vle.

Nan pak sonapi, se gwo sipriz, pla kite 200 goud pase 300 goud, anplis machann yo pa dakò bay kredi, paske yo pa gen okenn rezèv. Anpil ouvriye se avèk kèk grenn marinad, labapen, oubyen yon pate kòde yo kore lestomak yo pou jounen an. San konte ponyadè ki preske mete men nan kòlèt yo pou peye dèt ponya. Se klas travayè a kriz la frape pi fò, paske yo pa gen lajan sere, se jou yo travay ki konte.

Men kèk revandikasyon ijan nou genyen ; Salè minimòm nan dwe ajiste prese,prese, nap ekzije lajan sibvansyon leta te pwomèt la, nap tann lajan boni konje nou san manke yon goud, pa dwe gen abandon nan peryòd kriz.

Leta ak patwon yo pa janm fè nou kado, sèl nan batay nou ka fose yo satisfè revandikasyon nou yo.

Bouch an bouch yonn di lot !

OTR-UCI vandredi 25 novanm 2022

An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : LA CHASSE AUX MIGRANTS HAÏTIENS !

Les Haïtiens pourchassés, réprimés de façon violente avant d'être expulsés sont majoritairement des travailleurs, des pauvres fuyant la misère, l'insécurité en Haïti et en quête d'une vie meilleure. Les hommes d'affaires haïtiens là-bas, ceux qui se sont enrichis sur le dos des classes laborieuses haïtiennes avant d'aller investir en république dominicaine, ne sont pas concernés par ces expulsions. Quelles que soient la couleur de leur peau, leur origine sociale, qu'ils parlent espagnol ou non, leurs richesses les mettent à l'abri et leurs vies sont mieux protégées que celles des travailleurs dominicains dans leur propre pays. La solution réside dans l'union et la lutte des travailleurs haïtiens et dominicains contre les classes possédantes des deux pays partageant l'île.

Depuis environ deux semaines, les autorités dominicaines ont entrepris une véritable opération d'expulsions massives des travailleurs haïtiens vivant en république dominicaine. Les images et les vidéos des exactions des policiers dominicains postées sur les réseaux sociaux en témoignent : les autorités dominicaines mènent une chasse en règle aux migrants haïtiens.

Des femmes enceintes et des enfants sont détenus, sans accès à la nourriture, ni à des toilettes, avant d'être entassés de force dans des véhicules à destination de la frontière. Des opérations coup de poing ont lieu en pleine rue ou dans les bidonvilles, des rapt collectifs sont commis pour les déporter, sans qu'ils aient le temps de prendre leurs effets personnels. Certaines victimes sont violemment battues, jetées au sol, menottées et embarquées dans des véhicules s'apparentant à des cages d'animaux où il y aurait eu des morts par asphyxie. Ceux qui fuient dans les forêts ou les champs sont poursuivis et font l'objet de tirs à bout portant. Il en résulte des morts et des blessés graves, selon des témoins. Les

chiens de garde dominicains qui exécutent ces sales besognes opèrent également la nuit.

Cette situation pousse les Haïtiens qui n'habitent pas les quartiers huppés à se cloîtrer chez eux, espérant que l'ouragan va bientôt passer. Les étudiants haïtiens ne peuvent pas se rendre en classe, de peur d'être arrêtés et déportés. La situation est révoltante.

Les autorités dominicaines, en s'en prenant aux Haïtiens, préparent aussi les attaques contre les travailleurs dominicains. S'attaquer aux travailleurs étrangers, c'est s'attaquer à une partie de la classe ouvrière. Et les travailleurs de Saint-Domingue qui les soutiendraient préparent eux-mêmes les armes qui se retourneront contre eux demain.

En réalité, partout où règne le capitalisme, le sort réservé aux immigrés et aux classes laborieuses, quels que soient leur nationalité et leur pays, est identique. Au Qatar, les stades où se joue la Coupe du monde de football ont été construits par des immigrés venus du Népal, d'Inde ou du Pakistan. Des centaines ont péri sur les chantiers en raison de la pénibilité des tâches et de nombreux autres

ont été éjectés du Qatar une fois les travaux achevés.

Qu'ils soient issus des grandes puissances ou des pays appauvris, les travailleurs du monde entier ont la mission de faire front commun pour porter le combat contre la bourgeoisie locale et internationale, en vue de construire une société plus juste, plus humaine et plus fraternelle.■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.